

Études internationales



Crabtree, John, Duffy, Gavan et Pearce, Jenny. *The Great Tin Crash, Bolivia and the World Tin Market*, Londres, Latin America Bureau, 1987, 109 p.

Gordon Mace

Volume 20, numéro 3, 1989

Les études stratégiques : où en sommes-nous?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702566ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702566ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Mace, G. (1989). Compte rendu de [Crabtree, John, Duffy, Gavan et Pearce, Jenny. *The Great Tin Crash, Bolivia and the World Tin Market*, Londres, Latin America Bureau, 1987, 109 p.] *Études internationales*, 20(3), 750–752.
<https://doi.org/10.7202/702566ar>

humain. C'est donc le devoir des États souverains de promouvoir un plus haut standard de vie, de meilleures conditions sociales et d'encourager la coopération culturelle, sociale et éducative. Comme le démontre Peter Nobel, la reconnaissance de ce droit dans une charte africaine ne fut pas facile. De longs débats eurent lieu avant d'en arriver à enchâsser ce droit dans une charte. Le concept fut introduit en 1972 à l'Institut René Cassin de Strasbourg par le juge Keba Mbaye du Sénégal. L'idée se répandit très vite puisqu'elle fut adoptée par les Nations Unies à sa trente-troisième session.

Une autre session du séminaire a consisté dans l'étude d'un cas: les problèmes des réfugiés au Soudan. Pourquoi le Soudan? Parce que c'est un des pays le plus généreux et le plus ouvert aux réfugiés. Le nombre de réfugiés dans ce pays est passé de 33,000 en 1967 à environ 671,000 en 1984. Depuis, le nombre de réfugiés a excédé le million. Ce pays s'est aussi embarqué dans le projet très ambitieux d'intégrer ses réfugiés au développement économique, social et culturel du pays. Le but recherché n'est rien de moins que de rendre ces réfugiés autonomes et autosuffisants.

Finalement, les participants du séminaire ont tenté de dégager des points de vue communs, des aspects du problème des réfugiés sur lesquels il y avait consensus. Tous les participants s'accordent à dire que l'on doit rechercher les causes profondes expliquant les flux de réfugiés. Et sans doute une cause majeure de ces flux est la violation des droits humains ou de la personne. Beaucoup de réfugiés, selon eux, seraient heureux de retourner dans leur pays d'origine si les droits humains étaient respectés, si leur vie n'était pas menacée...

Bref, cette étude comme les nombreuses autres publiées antérieurement par l'Institut donne beaucoup à réfléchir sur ce

problème complexe des réfugiés. Mais sans doute, l'apport le plus important de cette étude est de contribuer à faire tomber les barrières qui existent encore trop souvent entre les différentes disciplines des experts travaillant sur le même problème. Entre autres, cette étude réussit merveilleusement bien à montrer le lien entre les droits humains et le développement de la personne.

Martin E. PERRON

*Conseil de la radiodiffusion et
des télécommunications canadiennes
Ottawa*

AMÉRIQUE LATINE

CRABTREE, John, DUFFY, Gavan et PEARCE, Jenny. *The Great Tin Crash, Bolivia and the World Tin Market*, Londres, Latin America Bureau, 1987, 109p.

Comparativement à d'autres pays d'Amérique latine, la Bolivie n'a jamais beaucoup intéressé les chercheurs spécialisés et le public en général. Sauf pour les travaux de quelques rares spécialistes, on retrouve fort peu d'ouvrages consacrés à la Bolivie. Et parmi les ouvrages généraux portant sur l'Amérique latine, la plupart ne consacrent que de courts développements à ce pays pour rappeler surtout les nombreux coups d'État qui ont marqué la vie politique bolivienne ou encore, plus récemment, pour souligner le rôle de ce pays dans la production mondiale de cocaïne.

La Bolivie traverse pourtant une crise structurelle profonde qui risque de détruire le tissu économique et social d'un pays que l'on dit aujourd'hui le plus pauvre d'Amérique latine à l'exception d'Haïti. C'est pourquoi il convient de souligner la contribution du Latin America Bureau qui utilise la crise de l'étain pour montrer

l'étroitesse des rapports, depuis toujours, entre l'évolution de l'économie bolivienne et la production d'étain.

Dans un petit ouvrage, remarquable de concision, comme à l'accoutumée, mais sans négliger aucune donnée essentielle, les chercheurs du LAB examinent le rôle joué par la production d'étain dans l'économie bolivienne et tentent de circonscrire l'impact de la crise de l'étain sur l'avenir du pays.

Car l'étain a toujours joué un rôle fondamental dans l'économie et la société boliviennes. Rappelons seulement qu'en 1945 la Bolivie était le principal producteur d'étain dans le monde avec une part de 48 % de la production mondiale. Encore dans les années 1950, la production minière fournissait 95 % des exportations boliviennes alors que l'étain à lui seul comptait pour 75 % de ces exportations.

Depuis lors, cependant, le rôle de l'étain dans l'économie bolivienne s'est constamment amenuisé sous l'impact de différents facteurs. Notons tout d'abord que la production bolivienne d'étain est la plus coûteuse de toutes celles qui existent dans le monde, puisqu'elle se fait sous terre à des profondeurs de 12,000 pieds. Les équipements sont vétustes car ni les « barons de l'étain » ni le gouvernement, après les nationalisations de 1952, n'ont investi les sommes suffisantes. De nouveaux producteurs, plus performants, comme le Brésil, sont apparus sur la scène mondiale sans compter le rôle du gouvernement américain qui utilise régulièrement ses réserves stratégiques pour influencer sur les prix mondiaux de l'étain ou pour obtenir des faveurs politiques. Enfin, l'effondrement des cours mondiaux de l'étain, en 1985, a mis fin à l'accord international régissant le marché de l'étain qui opère dorénavant sans aucune clause de sauvegarde au détriment des producteurs les moins rentables comme la Bolivie.

La crise de l'étain en Bolivie a frappé au moment où le pays affrontait les pires conséquences d'un endettement externe important qui avait commencé avec le gouvernement Banzer dans les années 1970. En 1985, l'inflation atteignait un taux de 8,163.4 % alors que le peso bolivien, coté à 25 pour un dollar U.S. en 1980, cotait maintenant un million pour le même dollar.

La crise de l'étain a naturellement des conséquences sur le plan social puisque plusieurs milliers de mineurs boliviens sont maintenant sans emploi tandis que ceux qui continuent à travailler dans les mines n'arrivent même plus à vivre décemment. Et comme les autres secteurs économiques sont également en pleine stagnation, la seule alternative pour survivre demeure l'économie informelle dont la principale activité est la cueillette des feuilles de coca qui constitue le produit de base de la cocaïne.

Au plan politique, le déclin de la production d'étain signifie également le déclin du syndicalisme bolivien dans la mesure où les mineurs d'étain ont toujours constitué l'épine dorsale de la principale organisation syndicale du pays, la Confédération ouvrière bolivienne. En l'absence de partis politiques de masse, la COB était la seule force capable de s'opposer aux militaires. L'influence de l'institution militaire sur le pouvoir politique sera par conséquent beaucoup plus marquée dans l'avenir.

Un avenir qui paraît sombre pour la Bolivie dans la mesure où il n'existe aucun consensus sur les correctifs à apporter ni sur les secteurs économiques à privilégier pour remplacer le rôle de l'étain comme moteur économique du pays.

L'ouvrage publié par le LAB ne constitue pas une analyse approfondie de la société bolivienne. C'est un petit livre dont le mérite essentiel est d'attirer l'attention sur

un moment crucial de la vie politique et économique de ce pays. Il s'agit là d'une référence utile pour quiconque s'intéresse un tant soit peu à l'Amérique latine dans son ensemble et à la région des Andes plus particulièrement.

Gordon MACE

*Département de science politique
Université Laval, Québec*

HAMILTON, Nora et al. (eds), *Crisis in Central America: Regional Dynamics and U.S. Policy in the 1980s*. Boulder, Westview, 1988, 284p.

La vague de négociations actuelle en vue de la résolution des conflits régionaux semble avoir laissé l'Amérique centrale pour compte. En effet, même si les accords du Guatemala d'août 1987 et de Sapoá de mars 1988 ont donné une certaine marge de manoeuvre aux gouvernements de la région, ils n'ont cependant pas réglé les problèmes les plus sévères. Les résultats sont que la guerre continue au Salvador, elle garde de l'ampleur au Guatemala et elle demeure à peine sous la surface au Nicaragua. La crise économique continue à plonger la majeure partie de la population dans la misère, un état de choses rendu plus affreux par les effets des guerres de la région.

Il n'est donc pas étonnant de constater la publication de toute une série de livres qui traitent des problèmes centro-américains jusqu'ici impossibles à résoudre. La complexité des enjeux et l'éventail d'opinions sur les questions régionales font que l'on assiste présentement à une sorte de recherche désespérée pour une compréhension plus approfondie des problèmes ce qui mènera, l'espère-t-on, à la proposition de solutions viables.

Les réponses aux questions concernant les possibilités de paix en Amérique centrale passent souvent par les États-Unis. La superpuissance régionale a un rôle clé à jouer pour que la paix puisse revenir dans ce malheureux coin du monde. Presque toutes les analyses s'entendent sur cette question.

Ce volume, édité par l'équipe de Nora Hamilton, Jeffry Frieden, Linda Fuller et Manuel Pastor, comprend une collection d'articles présentés auparavant lors d'une conférence sur les États-Unis et l'Amérique centrale à l'University of Southern California en février 1986. Ce genre de collection d'essais devient la règle lorsque l'on traite de cette région de plusieurs pays et de situations très diverses et où les facteurs importants sont nombreux. Les organisateurs de la conférence et les éditeurs ont réuni un groupe impressionnant de professeurs et d'experts dans les domaines discutés. Les auteurs des différents chapitres essaient de faire une analyse compréhensive de la situation centre-américaine au cours des cinq années couvrant la période de 1981-1986 et ainsi permettre l'émergence de solutions pacifiques à la crise régionale.

Le volume est divisé en deux parties. La première analyse la restructuration de l'hégémonie américaine face à la menace régionale de la période d'après-Vietnam. La seconde élabore sur la série de pressions externes sur l'Amérique centrale et l'effet de celles-ci sur la dynamique régionale.

Dans le premier article Kenneth Sharpe fait une critique véhémement et bien pesée contre la mollesse du Congrès américain et son manque d'intérêt à défier M. Reagan lorsque ce dernier agit unilatéralement ou même en dehors de la légalité. Il souligne qu'il existe un danger réel d'une dictature éventuelle aux États-Unis et que